



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Janvier 2019

www.irsem.fr

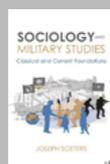
[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications de l'IRSEM, Événements, Actualité des chercheurs

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 9\)](#)

Armement et économie de défense, États-Unis, Science politique

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 11\)](#)



[À VENIR \(p. 12\)](#)

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Research Paper n° 63

« *Private military companies in Russia: not so quiet on the eastern front?* », by Emmanuel DREYFUS, 11 p.

This research paper offers a snapshot of the privatization of the military in Russia, as revealed in the subtext of the conflict in the Donbass region, followed by the Russian intervention in Syria. Although phenomena such as the Wagner Group may appear at first sight to be innovations, the recourse to non-state groups in combat operations is nothing new for Moscow. A distinction should therefore be drawn between the Russian private military companies that are genuinely comparable to the conventional PMCs existing elsewhere in the world and the armed groups operating more along the lines of "war by proxy" instigated by Moscow. This paper also examines the prospects for private military companies in Russia and the consequences of their possible legalization.



Note de recherche n° 68

« *Les milices chiites et l'État en Irak. Entre intégration et autonomisation* », par Flavien BOURRAT et Alexandre d'ESPINOSE DE LACAILLERIE, 8 p.

Un ordre milicien de type nouveau prolifère actuellement dans le monde arabe, et plus particulièrement en Irak.

Ce phénomène, même s'il a des racines anciennes, résulte de l'affaiblissement de l'État central et de la délitescence de l'appareil militaro-sécuritaire. La montée en puissance des Unités de mobilisation populaire irakiennes (Hashd Sha'abi), initialement conçues comme le fer de lance de la lutte contre l'État islamique, interroge sur leurs statuts institutionnels et l'étendue de leur champ d'action, alors que leur mission a été remplie avec succès et que se pose désormais la question de leur insertion ou de leur démobilisation. Les craintes que suscite en Irak, comme dans la région, la perspective d'un ancrage durable d'une armée parallèle d'obédience chiite au service des intérêts de l'Iran, à l'instar du Hezbollah libanais, doivent être relativisées. En effet, les spécificités propres à la communauté chiite irakienne comme à sa représentation politico-sécuritaire, limitent d'autant les possibilités d'instrumentalisation de ces milices par le régime de Téhéran.



Research Paper n° 66

« [The dissemination of russian-sourced news in Africa](#) » by Kevin LIMONIER, 21 p.

Although the Russian media apparatus is subject to considerable scrutiny in the West, it is much less so in other regions of the world, in particular in Africa. Consequently, at a time when

Russia appears to be attempting to regain footing on the continent, it seemed necessary to undertake a preliminary exploration of the role that this country can play in the African information space, with particular focus on the French-speaking countries of Africa. This paper presents the results of a quantitative study of the distribution and propagation of information content produced by the Russian news agencies RT (Russia Today) and Sputnik News. On the basis of the data collected, it has been possible to establish an initial general map of the circulation paths of this content, its relays and the discursive strategies used by the various players involved. In addition to its empirical value as an aid to understanding the real state of Russian implantation in the information space of the French-speaking African world, this paper also aims to highlight the methodological possibilities available, by explaining the methods used here, at the intersection of geopolitics and big data.



[Les Champs de Mars, Revue d'études sur la guerre et la paix](#), n° 31.

Dans ce numéro Varia, le caractère pluridisciplinaire de la revue s'affine avec des contributions issues de plusieurs domaines des sciences humaines et sociales : sociologie, histoire, science politique, droit notamment. *Les Champs de Mars* défendent en effet une approche globale du phénomène guerrier, considérant les études sur la guerre et la paix comme un domaine de recherche transdisciplinaire et transversal, qui privilégie l'étude de l'objet « guerre » plutôt qu'un ancrage disciplinaire spécifique.

ÉVÉNEMENTS

9 janvier : Séminaire « Discussion sur la Chine ».



Séminaire « Discussion sur la Chine »
Mercredi 9 janvier 2019
École militaire - Paris

L'IRSEM a organisé le 9 janvier une table ronde fermée autour de Nadège Rolland, sinologue, senior-chercheur au sein du National Bureau of Asian Research (NBR) de Washington sur le thème des stratégies d'influence et d'affirmation de la puissance chinoise. Mme Rolland est revenue sur l'historique de la mise en place de ce concept



Note de recherche n° 69

« [L'application du droit des conflits armés à l'espace extra-atmosphérique](#) », par Louis PEREZ, 10 p.

L'espace extra-atmosphérique est un enjeu sécuritaire international de taille qui est aussi au cœur de la politique de défense française. La France entend

approfondir sa stratégie dans ce domaine, notamment par sa prochaine *Revue spatiale de défense* attendue pour la fin d'année. Cette stratégie ne peut se faire sans un accompagnement juridique, en particulier au regard du droit des conflits armés. Le but de cette note est ainsi d'analyser si ce droit est applicable au contexte de l'espace extra-atmosphérique et le cas échéant de quelle façon.

Des initiatives intéressantes ont cours sur l'interprétation des règles internationales, relatives notamment aux conflits armés, applicables à l'espace extra-atmosphérique. Ces initiatives ont pris la forme de deux manuels qui oscillent entre complémentarité et concurrence. Une

dans le contexte post Mao et sur ses relais et instruments dans la Chine contemporaine. Elle a notamment donné de nombreuses illustrations et commenté des cas de figure montrant la façon dont les premiers cercles chinois élaboraient un narratif, pouvant être selon le contexte, offensif ou défensif, visant à présenter la Chine sous son meilleur jour et à pénétrer les sphères politiques, intellectuels et économiques de certains pays ou institutions régionales ou internationales.

Marianne PÉRON-DOISE
Chercheuse Asie du Nord

10 janvier : Atelier Wargaming, Lille.

Le 10 janvier 2019, Pierre Razoux, directeur du domaine « Questions régionales Nord », a délocalisé l'atelier wargaming de l'IRSEM au profit de l'état-major du Corps de réaction rapide France (CRRF) de Lille pour une session consacrée à l'évolution de la situation stratégique au Levant (Syrie-Turquie-Liban) dans un contexte post-Daech.

16 janvier : Lancement du nouveau site internet irsem.fr et du portail documentaire ARES.

L'IRSEM a dévoilé le 16 janvier son nouveau site internet irsem.fr, moderne, dynamique et fluide. Le site de l'IRSEM était jusqu'alors intégré à celui du ministère des Armées (defense.gouv.fr). Ce nouveau site extérieur, irsem.fr, correspond à l'identité hybride de l'Institut, à la charnière de deux mondes, ceux de la Défense et de l'Université. Son interface est lisible et interactive. Il héberge notamment un portail documentaire de la recherche stratégique appelé ARES, en référence au dieu de la Guerre dans la mythologie grecque. À son lancement en janvier 2019, ARES rassemble plus de 3 000 documents de source ouverte d'organismes relevant du ministère des Armées et d'associations qui lui sont liées, en libre consultation.

Certains d'entre eux sont inédits. Ce portail témoigne que le ministère n'est pas seulement consommateur mais aussi producteur de recherche. Cet outil répond à un besoin exprimé par la communauté scientifique et au sein du ministère des Armées ; il est destiné à toute personne intéressée par la recherche sur les questions de défense et de sécurité ; régulièrement mise à jour, sa base de données s'enrichira continuellement.

Pour contribuer à la base de données ARES : contact@irsem.fr

17 janvier : Séminaire Afrique « Le conflit centrafricain (RCA) vu par le bas » avec Thierry Vircoulon.



Poste de gendarmerie de Bocaranga. Photo © Thierry Vircoulon.

Devant une vingtaine de personnes venant d'horizons divers (ministère des Armées, ministère des Affaires étrangères, chercheurs), Thierry Vircoulon, chercheur associé à l'IFRI, a fait une présentation sur la République centrafricaine et le conflit violent qui s'y déroule depuis 2012, fondée sur une vue « par le bas » qui se focalisait sur les zones périphériques et rurales à l'ouest et l'est du pays. Les réalités de ce conflit s'expriment au grand jour dans la profondeur d'un territoire abandonné par le gouvernement, exploité par les groupes armés mais encore animé par certains réseaux et organisations non étatiques, notamment dans le domaine de l'éducation, de la santé et de la justice, parfois soutenue par des ONG internationales. Méconnues par ceux qui regardent la crise centrafricaine de Bangui, ces réalités doivent être prises en compte par les initiatives de sortie de conflit.

Denis TULL
Chercheur « Questions régionales sud »

21 janvier : Séminaire annuel de l'observatoire de l'Asie du Sud-Est (DGRIS/IRSEM), « Southeast Asia and the Belt and Road Initiative (BRI) ».



22 janvier : Séminaire Jeunes Chercheurs en études de défense.



Le 21 janvier, l'observatoire Asie du Sud-Est a organisé sa conférence publique consacrée cette année à l'Asie du Sud-Est et l'initiative chinoise de la route de la soie. Mythe contre réalité. Enthousiasme contre suspicion. L'investissement contre la dette. L'initiative BRI (*Belt and Road Initiative*) suscite des sentiments mitigés parmi les dirigeants et la population de l'Asie du Sud-Est. Plus important encore, elle a un impact sur les stratégies nationales (du *bandwagoning* à l'équilibrage en passant par la couverture et le pragmatisme vis-à-vis des grandes puissances), car l'initiative chinoise peut être considérée comme un *deus ex-machina* pour éventuellement soutenir de vieux projets. S'agit-il donc d'une véritable situation « gagnant-gagnant », comme l'a déclaré Xi Jinping ? Dans tous les pays, les réactions sont loin d'être simples, car elles se situent au carrefour des élites militaires, politiques et économiques, entre les intérêts nationaux et locaux, et vont du nationalisme au besoin critique d'infrastructures. La conférence a donné l'occasion à un public nombreux d'écouter les travaux de deux intervenants venus d'Asie du Sud-Est, Jay Batongbacal (directeur de l'Institut des affaires maritimes et du droit de la mer de l'université des Philippines à Manille) et Vannarith Chheang, (président du think tank cambodgien Asia Vision Institute à Phnom Penh), de Belgique avec Bruno Hellendorf de l'Egmont Institute and European Policy Centre (EPC) à Bruxelles et de France avec Elsa Lafaye de Micheaux, maître de conférence à l'université Rennes 2. La modération des panels a été assurée par le Dr Juliette Genevaz (IRSEM) et Emmanuel Dubois de Prisque (Institut Thomas More et rédacteur en chef de la revue *Monde chinois*).

Benoît de TRÉGLODÉ
Directeur du domaine « Questions régionales Sud »

Le mardi 22 janvier, s'est tenu à l'École militaire le séminaire Jeunes Chercheurs à l'intention des doctorants financés par le ministère des Armées organisé conjointement par l'IRSEM, représenté par son directeur scientifique, le professeur Jean-Vincent Holeindre, et le Service historique de la défense, représenté par le professeur Hervé Drévilion, conseiller scientifique du directeur. À cette occasion, Philippe Vial, maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, détaché à la Direction de l'enseignement militaire supérieur, a proposé ses réflexions sur le thème des relations « politico-militaires ». Son exposé a été suivi par celui de Nicolas Cueur, doctorant en droit international public à l'Université de Lille, qui a présenté ses travaux de recherche sur les guerres hybrides au regard du droit international.

Dans sa présentation « Qu'est-ce que le politico-militaire ? », Philippe Vial a livré une vision globale des enjeux relatifs à ce sujet. En partant de l'actualité littéraire et politique récente, il a livré une définition à volets multiples : « relations entre des organisations et des communautés à différents niveaux politiques, administratifs, sociologiques et géographiques ». Il apparaît alors que le politico-militaire n'est pas singulier mais pluriel. En effet, si la structure politique française place le chef de l'État au sommet de la pyramide hiérarchique et encourage des rapports au sommet des responsables politiques et militaires, le rôle des administrations subordonnées est non négligeable. Philippe Vial ajoute à ce schéma un troisième acteur, la nation. Il parle d'un « trio » rassemblant le politique, le militaire et l'intellectuel. Ces relations englobent tous les domaines d'activité (économique, industriel, militaire, politique, etc.). Il convient également d'insister

sur les liens civils-militaires (le « complexe militaro-industriel » selon le président Eisenhower) et les liens entre militaires eux-mêmes (ententes ou querelles).

Nicolas Cuer a ensuite présenté l'avancée de ses travaux dans le cadre de sa thèse de doctorat intitulée « La guerre hybride au regard du droit international ». Sujet éminemment complexe à définir au regard de la science politique, la guerre hybride est également difficile à intégrer dans le cadre juridique existant. Il ressort principalement des échanges que l'inversion des termes dans l'intitulé, à savoir « le droit international au regard de la guerre hybride » permettrait de ne pas tomber dans le piège de la catégorisation excessive.

Eva PORTEL

Assistante de recherche

et **Jean-Vincent HOLEINDRE**

Directeur scientifique

25 janvier : Séminaire Afrique « Sécuriser l'économie bleue dans le Golfe de Guinée : quels enjeux ? » avec le commandant Cyrille Serge Atonfack Guemo.

Le séminaire, animé par le capitaine de frégate Cyrille Serge Atonfack Guemo, commissaire de la Marine et conseiller technique du ministre de la Défense du Cameroun, en charge de la gouvernance maritime et de la stratégie de l'économie bleue depuis 2013, a eu comme point de départ le constat que l'économie bleue est la « nouvelle frontière de la renaissance de l'Afrique », selon les termes de l'Union africaine. Trente-quatre des 54 États africains étant des États côtiers, l'Afrique dispose de vastes ressources océaniques susceptibles de contribuer au développement durable de l'ensemble du continent. Afin de les explorer, de les exploiter et de les protéger au mieux, la stratégie maritime intégrée de l'Afrique à l'horizon 2050, la charte de Lomé adoptée par l'UA et un grand nombre de pays africains, établit un lien entre sécurité maritime et développement durable. La nouvelle propension du continent à penser le maritime comme un tout au service de son essor est cependant en butte à de nombreuses contraintes. Cette présentation a identifié et analysé un certain nombre de forces et de faiblesses qui lient le binôme sécurité maritime et développement durable, à l'aune d'un regard critique sur la mise en œuvre et les espérances légitimes créées par l'Architecture de sécurité et de sûreté maritimes du Golfe de Guinée.

Denis TULL

Chercheur « Questions régionales sud »

25 janvier : Visite d'étudiants de Sciences Po.



Visite d'étudiants de Sciences Po
Vendredi 25 janvier 2019
Ecole militaire - Paris
Photo © C. FERRON / IRSEM

Le 25 janvier, dans le cadre du programme de bienvenue mis en place par Sciences Po Paris, Benoît de Tréglodé et Raphaëlle Khan ont décrit à deux groupes d'étudiants internationaux, encadrés par le Dr Solène Soosaithasan, le fonctionnement d'un institut de recherche tel que l'IRSEM en France, ses missions et ses objectifs, ainsi que ses relations avec le ministère des Armées. Cette présentation a permis notamment de revenir sur le rôle de l'IRSEM dans la valorisation de la relève stratégique en France et sur son positionnement, à l'interface entre la recherche académique et l'analyse stratégique destinée à un plus large public. La session a été suivie par un échange de questions/réponses.

Raphaëlle KHAN

Chercheuse Sous-continent indien

28 janvier : Réunion d'information sur l'Union européenne et la non-prolifération.



« Consortium nucléaire européen »
Lundi 28 janvier 2019
Ecole militaire - Paris
Photo © N. Seguel / IRSEM

Le 28 janvier 2019, l'IRSEM a tenu une réunion d'information sur l'Union européenne (UE) et la non-prolifération au profit de doctorants et de chercheurs travaillant, ou souhaitant travailler, sur ce thème. La réunion s'articulait autour de trois intervenantes : Mme Debril-Loiseau (adjointe au sous-directeur du désarmement et de la non-prolifération nucléaires, MEAE/ASD), Mme Jurgensen (directrice de la stratégie, CEA/DAM) et Mme Héau (chargée de projets européens à la FRS). La rencontre a permis de rappeler les règles de fonctionnement de l'UE ainsi que les grandes lignes de ses objectifs en la matière. Elle a également mis en évidence les enjeux pour la recherche stratégique, illustrés notamment par l'exemple du consortium de l'Union européenne sur la non-prolifération et le désarmement. En parallèle, les dispositifs de soutien ont été décrits par les acteurs présents : CEA, DGRIS/MinARM et MEAE/CAPS. Les discussions ont confirmé le besoin d'identifier les réseaux porteurs et les sources de financement nécessaires à la conduite et au rayonnement des projets de recherche et ont fait valoir tout l'intérêt des initiatives destinées à initier les jeunes chercheurs à la levée de fonds.

Tiphaine de CHAMCHESNEL

Chercheuse Dissuasion et désarmement nucléaires

28 janvier : Conférence d'Ilan Greilsammer, « Israël face à la décomposition ».



Le 28 janvier 2019, l'IRSEM a reçu le professeur Ilan Greilsammer (université Bar Ilan de Tel-Aviv, collège universitaire d'Ashkelon) pour une conférence sur « Israël face aux recompositions régionales au Moyen-Orient ». Celui-ci a décrypté les enjeux et les piliers de la politique israélienne dans la région, les points de convergence et de divergence au sein de l'échiquier politique israélien, de même que les

défis intérieurs auxquels devrait faire face Israël à l'avenir. Pour le professeur Greilsammer, c'est bien la cohésion intérieure qui reste le maillon faible d'Israël, alors même que ce pays jouit d'une situation très forte sur le plan stratégique régional (soutien sans faille des États-Unis, bonne santé économique, bonnes relations avec les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, rapprochement avec les monarchies du Golfe). Le débat, animé par Pierre Razoux, a permis aux participants d'échanger avec le professeur Greilsammer sur de nombreux points, qu'il s'agisse du dossier palestinien, de la crise syrienne, de la rivalité avec l'Iran ou de la relation d'Israël avec l'Europe, la Russie, les États-Unis, la Chine, l'Égypte, la Turquie et les monarchies du Golfe.

Pierre RAZOUX

Directeur de recherche

29 janvier : Lancement du podcast de l'IRSEM, Le Collimateur.



Deux semaines après avoir lancé son nouveau site internet irsem.fr et le portail documentaire de la recherche stratégique [ARES](http://ares.irsem.fr), l'IRSEM vous propose de découvrir son podcast, Le Collimateur. Son nom fait référence au dispositif de visée permettant de cibler « un objet » en particulier, ici, les thématiques qui sont abordées. Ce nouveau support audio met à la disposition du grand public des contenus visant à partager des connaissances sur les questions militaires et stratégiques, rendre compte des enjeux internationaux et des conflits armés, faire part de retours d'expérience et de décryptages de l'actualité, avec des spécialistes, universitaires ou acteurs de la défense. À la croisée des chemins entre le monde de la recherche, le secteur de la défense et le grand public,

Le podcast encourage la diffusion d'une réflexion approfondie, libre et accessible. Mis en ligne tous les mardis matin sur le site internet de l'IRSEM irsem.fr, les épisodes du *Collimateur* sont téléchargeables à tout moment. Ils sont présentés par Alexandre Jubelin, ancien collaborateur de France Culture, agrégé d'histoire et doctorant en histoire militaire (allocataire du ministère des Armées).

Les premiers épisodes, mis en ligne le 29 janvier 2019, sont : *Étudier la guerre : grand entretien*, avec Pascal Vennesson ; *Peut-on encore trouver une cohérence à la stratégie militaire américaine ?*, avec Maya Kandel et Maud Quessard ; *Guérilleros, propagande et commandos : une histoire de la guerre irrégulière au XX^e siècle*, avec Elie Tenenbaum.

Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS !](#)

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#) et [Itunes](#).

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



COL Christian BARTHLEN

- Conférence sur les nouvelles formes de conflictualité, dans le cadre du cycle Défense et sécurité nationale « Master 2 » de IHEDN, 21 janvier 2019.



Flavien BOURRAT

- Conférence : « Transitions et incertitudes politiques au Maghreb », Euro-med-IHEDN, École militaire, Paris, 16 janvier 2019.

- Article : « L'islamisme au Maghreb à la charnière : entre affaiblissement et recomposition », *La Lettre EUROMED-IHEDN*, n° 84, janvier 2019.

- Publication : « [Les milices chiites et l'État en Irak. Entre intégration et autonomisation](#) », avec Alexandre d'Espinose de Lacailerie, Note de recherche, n° 68, janvier 2019.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Réunion d'information sur l'Union européenne et la non-prolifération, IRSEM, 28 janvier 2019.

- Présentation sur la dissuasion nucléaire au XXI^e siècle dans le cadre du master NRBC de l'École du Val-de-Grâce, 29 janvier 2019.



François DELERUE

- Conférence sur le droit international des cybersopérations, Université Bretagne Sud, Vannes, 17 janvier 2019.

- Membre du jury, Challenge Cyber 9/12, Forum international de la Cybersécurité, Lille, 22-23 janvier 2019.

- Masterclass sur « 2018 – La régulation internationale de l'espace numérique à la croisée des chemins » avec Aude Géry (GÉODE), Forum international de la cybersécurité (FIC), Lille, 23 janvier 2019.

- L'ouvrage de Didier Danet, Amaël Cattaruzza et Stéphane Taillat (éd.), *Manuel de cyberdéfense* (Armand Colin, juillet 2018), contenant un chapitre coécrit avec Aude Géry, a obtenu le prix du livre du FIC (Forum international de la cybersécurité), Lille, 22-23 janvier 2019.

- Participation à la conférence « European Cyber Diplomacy Dialogue (ECDD) », organisée dans le cadre du projet EU Cyber Direct, Institut universitaire européen (IUE), Florence (Italie), 28-29 janvier 2019.

- Participation à l'émission « [28 minutes](#) » d'Arte sur le thème « la cyberguerre est déclarée ? », 23 janvier 2019.



Juliette GENEVAZ

- Modération de la table ronde « Philippines et Indonésie » au colloque annuel de l'observatoire de l'Asie du Sud-Est (DGRIS/IRSEM), 21 janvier 2019.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Participation au jury du Grand prix du Renseignement organisé dans le cadre de l'Académie du renseignement et remis par Laurent Nunez, secrétaire d'État, 9 janvier 2019.

- Conférence : « Panorama du monde contemporain », IHEDN, session consacrée aux collaborateurs parlementaires, 10 janvier 2019.

- Conférence : « La scène des idées », Théâtre d'Auxerre (Yonne), 10 janvier 2019.

- Participation au jury du Prix de l'Armée de l'Air, 29 janvier 2019.



Pierre HAROCHE

- Participation avec Céline Marangé au séminaire franco-balte sur les questions de défense organisé à Riga (Lettonie) ; réunissant des représentants des ministères de la Défense et des Affaires étrangères de la France, de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie, ce séminaire a été l'occasion d'échanges sur les menaces auxquels font face les Européens, les relations transatlantiques et la coopération européenne ; Céline Marangé et

Pierre Haroche ont également été reçus par les commissions de Défense et des Affaires étrangères du Parlement letton ; 15 et 16 janvier 2019.



Céline MARANGÉ

- Participation à l'émission « [Affaires étrangères](#) » animée par Christine Ockrent sur France Culture. Intitulée « Les conflits du monde orthodoxe », l'émission était consacrée aux rivalités de pouvoir entre les patriarcats de Constantinople et de Moscou et aux

enjeux de l'autocéphalie ukrainienne, 12 janvier.

- Participation avec Pierre Haroche au séminaire franco-balte sur les questions de défense organisé à Riga (Lettonie) ; réunissant des représentants des ministères de la Défense et des Affaires étrangères de la France, de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie, ce séminaire a été l'occasion d'échanges sur les menaces auxquels font face les Européens, les relations transatlantiques et la coopération européenne ; Céline Marangé et Pierre Haroche ont également été reçus par les commissions de Défense et des Affaires étrangères du Parlement letton ; 15 et 16 janvier 2019.



Angélique PALLE

- Conférence : Panel « Les enjeux énergétiques et environnementaux des nouvelles routes de la soie », Forum de Paris sur les nouvelles routes de la soie organisé par l'IRIS et l'ambassade de Chine en France, Maison de l'UNESCO, Paris, 10 janvier 2019.



Marianne PÉRON-DOISE

- Publication : « [Horizonte 2021 : un potencia militar sin complejos](#) », Dossier « Japón, debilidad y fortaleza », n° 71, *La Vanguardia*, Barcelone, janvier-mars 2019.



Pierre RAZOUX

- Interview sur le rapprochement annoncé entre Israël et l'Irak dans le journal du soir de la chaîne télévisée d'informations *I24 News*, 7 janvier 2019.

- Conférence sur le thème « Nouvelle donne géopolitique au Moyen-Orient : impacts pour la France » au quartier général du Corps de réaction rapide France (CRRF) de Lille, suivi de l'animation d'un atelier Wargaming Fitna au bénéfice des cadres de l'état-major, 10 janvier 2019.

- Conférence sur « Recompositions géopolitiques dans le Golfe » dans le cadre de la Chaire IESO et de l'association géopolitique de l'Université Paris-Dauphine, 16 janvier 2019.

- Conférence sur « Recompositions géopolitiques au Moyen-Orient » à l'université Paul Valéry de Montpellier, 21 janvier 2019.

- Animation de la conférence du professeur Ilan Greilsamer sur Israël, à l'IRSEM, 28 janvier 2019.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Émission « 24 heures Chrono », TV5, 22 janvier 2019.

- « Le livre du jour », *Les Échos*, 23 janvier 2019.

- Conférence de lancement de l'ouvrage *Mers d'Asie du Sud-Est. Coopérations, intégration et sécurité* (Benoît de Tréglodé et Nathalie Fau (dir.), CNRS éditions, 2018, 400 p.) à l'AF de Kuala Lumpur, Malaisie, avec Nathalie Fau, Éric Frécon, François-Xavier Bonnet et Christine Cabasset, 28 janvier 2019.



Denis TULL

- Participation à la table ronde « Rébellions, jihads et États au Sahel » dans le cadre des « Débats de l'actu », IHEDN, École militaire, 30 janvier 2019.



Magali VULLIERME

- Présentation de poster, « Human Security in the Arctic: From Canadian Rangers to Climate Change », *Arctic Frontiers*, Tromsø, Norvège (intervention financée en partie par une bourse de l'Institut français de Norvège), 20-24 janvier 2019.

VEILLE SCIENTIFIQUE

ARMEMENT ET ÉCONOMIE DE DÉFENSE

Gustavo V. Breviglieri, Guarany Ipê do Sol Osório et Jose A. Puppim de Oliveira, « [Understanding the emergence of water market institutions: learning from functioning water markets in three countries](#) », *Water Policy*, vol. 20, n° 6, décembre 2018.

L'utilisation et le partage de l'eau douce sont des sujets majeurs tant la ressource en eau est au cœur de l'activité humaine (navigation, pêche, irrigation, ou encore production d'énergie hydroélectrique). Cette ressource est aujourd'hui sous tension en raison de l'accroissement de la demande mondiale et des effets du changement climatique sur les terres agricoles, notamment. La question de la bonne gestion de la ressource en eau est donc fondamentale pour faire face à ces nouveaux enjeux. Dans cet article, les auteurs étudient l'émergence d'un « marché de l'eau » dans le bassin Murray-Darling (Australie), dans le projet *Colorado-Big Thompson*, pour les transferts d'eau entre Palo Verde et les différents *Metropolitan Water Districts* (Californie), ainsi qu'en Espagne. L'intérêt d'un marché repose sur le fait que le mécanisme du prix est censé être capable de rationner les usages en cas de pénurie, et donc de permettre une meilleure allocation de la ressource en eau. Les auteurs estiment que le développement de ces « marchés de l'eau » est inévitable en raison de la rareté croissante de la ressource. Cependant, les expériences étudiées sont très différentes des « marchés » tels que la conçoit la théorie économique : ils ne mènent pas nécessairement à une utilisation optimale de la ressource en eau (notamment à cause de coûts de transactions élevés).

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense

Nadiya Kostyuk et Yuri M. Zhukov, « [Invisible digital front: Can cyber attacks shape battlefield events?](#) », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 63, n° 2, p. 317-347, 2019.

Les cyberattaques menées en temps de guerre ont-elles un effet direct sur la conduite des opérations ? Cet article fournit une réponse partielle à cette question via une analyse statistique de la relation entre cyberattaques et opérations militaires dans le cadre des guerres civiles ukrainienne et syrienne – deux conflits où le cyber a été utilisé de façon systématique par les belligérants. Spécifiquement, l'article teste l'hypothèse selon laquelle la fréquence des cyberattaques entraînerait une diminution de l'intensité du conflit : d'une part parce qu'elles permettraient à leurs utilisateurs d'atteindre leurs objectifs sans recourir à la violence (effet de substitution) ; d'autre part parce qu'elles peuvent être utilisées à des fins préventives ou dissuasives (effet de coercition et/ou de diminution des capacités militaires). Une des originalités de l'article est d'inclure dans l'analyse non seulement les cyberattaques de grande ampleur (comme celles qui avaient été lancées contre le réseau électrique ukrainien en 2015 et 2016) mais également des frappes de plus basse intensité comme des attaques par déni de service, ainsi que l'usage de malwares à des fins d'espionnage, ou le piratage des systèmes de communication ou de vidéosurveillance. Le résultat central de l'article est que, dans le cas de l'Ukraine comme de la Syrie, l'intensité des conflits est décorrélée de la fréquence des cyberattaques dans le temps et dans l'espace. Les opérations militaires menées par les forces armées régulières tendent à « répondre » à celles des rebelles ; mais les opérations cyber ne sont jamais suivies de réponses similaires. De même, les opérations cyber menées de chaque côté ne se répondent pas entre elles. Ces résultats suggèrent que le cyber n'est pas (encore) pertinent pour la conduite des opérations armées, pour des raisons qui peuvent être attribuées soit à un manque de coordination entre militaires et hackers, soit à un défaut d'infrastructures et de personnel qualifié côté gouvernement.

Sophie PANEL
Postdoctorante

ÉTATS-UNIS

Le *shutdown* et le budget de la défense américain.

À l'heure du *shutdown*, les débats autour des montants du budget de la défense américain sont extrêmement politisés : Susanna V. Blumm, « [Dear Pentagon: It's Not How Big Your Budget Is. It's How You Use It](#) », *Foreign Policy*, 10 janvier 2019.

S'il déclarait l'état d'urgence pour poursuivre la construction du mur à la frontière avec le Mexique, le président Trump pourrait légalement puiser dans les reliquats du budget de la Défense : Laura Seligman, « [U.S. Military Readies to Pay for Trump's Border Wall](#) », *Foreign Policy*, 10 janvier 2018.

Trump, l'OTAN et la Russie.

Que penser de la volonté réitérée du président Trump de vouloir quitter l'OTAN en faisant un cadeau stratégique à la Russie ? Julian Barnes et Helene Cooper, « [Trump Discussed Pulling U.S. From NATO, Aides Say Amid New Concerns Over Russia](#) », *The New York Times*, 14 janvier 2019.

Trump et l'impeachment.

Le débat qui agite à nouveau Washington ce mois-ci après la sortie annoncée du numéro de Mars de la revue *The Atlantic* intitulé « [Impeach Trump Now](#) », et dans lequel Yoni Appelbaum en appelle au Congrès pour faire respecter la Constitution et plaide en faveur de l'*impeachment*.

La ligne du ministre de la Défense intérimaire, Patrick M. Shanahan.

Pour tenter de mieux cerner la ligne du ministre de la défense intérimaire, Patrick M. Shanahan, ancien cadre de Boeing qui ne veut pas que le Pentagone devienne un garde-fou et ne s'oppose systématiquement au président Trump : Julian Barnes et Eric Schmitt, « [Not a Department of No, New Defense Chief Turns Trump's Demands Into Policy](#) », *The New York Times*, 24 décembre 2018.

Quel bilan de la politique de Trump après deux ans d'exercice ?

C'est la question que pose le numéro spécial de la revue *Foreign Affairs*. Pour Thomas Wright, directeur de recherche à la Brookings Institution, la politique étrangère

de Trump n'est plus aussi imprévisible qu'il n'y paraît, car son gouvernement est moins divisé : Thomas Wright, « [Trump's Foreign Policy Is No Longer Unpredictable](#) », *Foreign Affairs*, 18 janvier 2019.

Maud QUESSARD
Chercheuse États-Unis

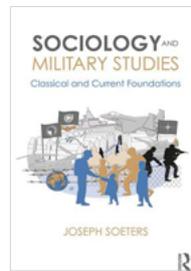
SCIENCE POLITIQUE

Soutenance de thèse d'Adam Baczko, « La guerre par le droit : justice, domination et violence en Afghanistan (2001-2018) », sous la direction de Stéphane Audoin-Rouzeau et de Gilles Dorronsoro, 10 décembre 2018.

À l'inverse de la perception dominante, les guerres civiles ne sont pas des situations de non-droit, mais de compétition entre systèmes juridiques. Cette thèse retravaille les approches sociologiques du droit et de l'État pour penser l'établissement de tribunaux par un mouvement armé. À travers une enquête de terrain conduite entre 2010 et 2016, Adam Baczko analyse les implications sociales et politiques de la formation d'un droit par l'insurrection taliban en Afghanistan. Dans un contexte où rendre justice est indissociablement une activité juridique, un instrument de contrôle social et un enjeu de la guerre, comment un mouvement armé peut-il faire reconnaître les décisions de ses juges comme autant d'actes juridiques et non politiques ? Autrement dit, comment le juge taliban, qui est taliban autant que juge, parvient-il à se faire reconnaître dans sa fonction par la population ? Les taliban mettent en place leurs tribunaux dans un contexte d'incertitude juridique radicale causé par des décennies de guerre civile et alimenté, après 2001, par l'intervention militaire occidentale. En vue d'assurer l'impartialité de ses juges, l'insurrection les intègre dans un système institutionnel et encadre leurs pratiques par des procédures rudimentaires d'objectivation. Tout en restant pris dans la guerre, ce système juridique permet au mouvement armé de régler des conflits privés et, par-là, de légitimer son emprise territoriale et d'appliquer son programme politique.

Adam BACZKO

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Joseph Soeters, *Sociology and military studies – classical and current foundations*, Routledge, 2018, 218 p.

La sociologie militaire s'intéresse aux relations civilo-militaires, à la charnière entre l'État et la Nation. L'ouvrage de Joseph Soeters, *Sociology and military studies – classical and current foundations*, vise à donner une vue d'ensemble de la sociologie militaire, afin d'en montrer l'importance aujourd'hui. Il est articulé d'une façon particulière. Chaque chapitre reprend les idées, les théories et les concepts clés d'un grand maître de la sociologie : Max Weber, Émile Durkheim, Karl Marx, Georg Simmel, Jane Addams, W. E. B. Du Bois, Erving Goffman, Michel Foucault, Morris Janowitz, Norbert Elias, Cornelius Lammers, Arlie Russell Hochschild, Cynthia Enloe et Bruno Latour. L'objectif de ces quatorze chapitres est d'exposer les idées principales de chacun de ces contributeurs se rapportant à la sociologie militaire, afin de dresser un panorama des théories fondatrices. Sont ainsi abordés les concepts de bureaucratie, de groupe militaire, de réseau, d'institutions totales, de rituels, de discipline, d'habitus au combat et d'autres encore qui permettent d'envisager le monde militaire de manière différente, à la fois en tant qu'institution dotée de ses codes propres mais aussi comme n'importe quel groupe social. L'ouvrage propose d'étudier de nouvelles manières de voir permettant au monde militaire d'innover dans son organisation et de s'adapter aux changements auxquels il est confronté dans le cadre des nouvelles conflictualités.

Léa MICHELIS
Assistante de recherche

À VENIR

25 février : [Launch of The Military Balance 2019.](#)

The Military Balance is an authoritative assessment of the military capabilities and defence economics of 171 countries, published by The International Institute for Strategic Studies (IISS). Detailed A–Z entries list each country's military organisation, personnel numbers, equipment inventories, and relevant economic and demographic data. Regional and select country analyses cover the major developments affecting defence policy and procurement, and defence economics. The Military Balance is an indispensable handbook for anyone conducting serious analysis of security policy and military affairs.

A team from the IISS will visit IRSEM on 25 February 2019, to discuss key findings from this year's edition and global trends in defence policy, capability and defence economics.

Introduction: Jean-Vincent Holeindre, Scientific Director, IRSEM; François Heisbourg, IISS Senior adviser for Europe.

Presentation Military Balance 2019: Ben Barry, Senior Fellow for Land Warfare, IISS; Sonia Le Gouriellec, Maître de Conférences, Université Catholique de Lille; Lucie Béraud-Sudreau, Research Fellow for Defence Economics and Procurement, IISS; Yohann Michel, Research Analyst for Defence and Military Analysis.

Chair: Maud Quessard, Senior Research Fellow-US Foreign Policy, IRSEM.

Launch of The Military Balance 2019

IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE
www.irsem.fr

Conférence
École Militaire
10h00 - 12h00

THE
MILITARY
BALANCE
2019
THE ANNUAL ASSESSMENT OF
GLOBAL MILITARY CAPABILITIES
AND DEFENCE ECONOMICS

IISS
60 YEARS

Lundi 25 février 2019